

Franklin MENDELS

University of Maryland Baltimore County

AUX ORIGINES DE LA PROTO-INDUSTRIALISATION

* * *

Cet essai a bénéficié des commentaires et critiques offerts en 1977 par les participants au séminaire de M. Bergeron à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, au séminaire d'histoire économique et sociale du Centre Pierre Léon à l'Université Lyon II, au séminaire du Max-Planck Institut für Geschichte de Göttingen, et à une session de la réunion annuelle de la Social Science History Association, Ann Arbor, Michigan.

Appeler "proto-industrialisation" la transformation structurelle d'une région dont la paysannerie travaille de plus en plus à la production artisanale de biens manufacturés destinés au marché extra-local, tandis qu'une agriculture commerciale se développe simultanément par ailleurs dans une région proche, offre l'avantage considérable de renouveler l'attention des historiens sur les artisanats de l'Europe moderne, en suggérant qu'ils contiennent les germes de la Révolution Industrielle proprement dite, au lieu d'être seulement symptomatiques d'un ancien régime économique en voie de disparition (1). Par contre, une telle appellation contient, il faut le reconnaître, plus d'un inconvénient. Outre d'être inélégante, l'expression a le défaut de décrire une phase historique par un caractère propre à sa phase postérieure. Au point de vue du langage, la notion de "proto-industrialisation" constitue en effet une forme de projection rétrospective, car on ne peut avoir de "proto" - industrialisation sans industrialisation éventuelle (2). Une proto-industrialisation qui ne mènerait pas à la révolution industrielle devrait-elle recevoir un nom différent ? De nombreuses régions européennes passèrent en effet par une phase de développement industriel rural, sans qu'une industrie moderne prenne le relais. Ainsi les industries urbaines de Belfast ne furent pas capables au XIXe siècle d'absorber plus qu'une infime partie de la main-d'œuvre irlandaise affamée par la crise de l'industrie lainière dans les années 1840. De même pour la Bretagne, le Bas-Maine, le Languedoc, et bien d'autres régions encore dans toute l'Europe.

(1) Franklin Mendels, "Proto-industrialisation : The First Phase of the Process of Industrialization", Journal of Economic History, Vol. 32 (1972), pp. 241-61. Plus récemment, voir la magnifique synthèse de Peter Kriedte et al., Industrialisierung vor der Industrialisierung (Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 1977).

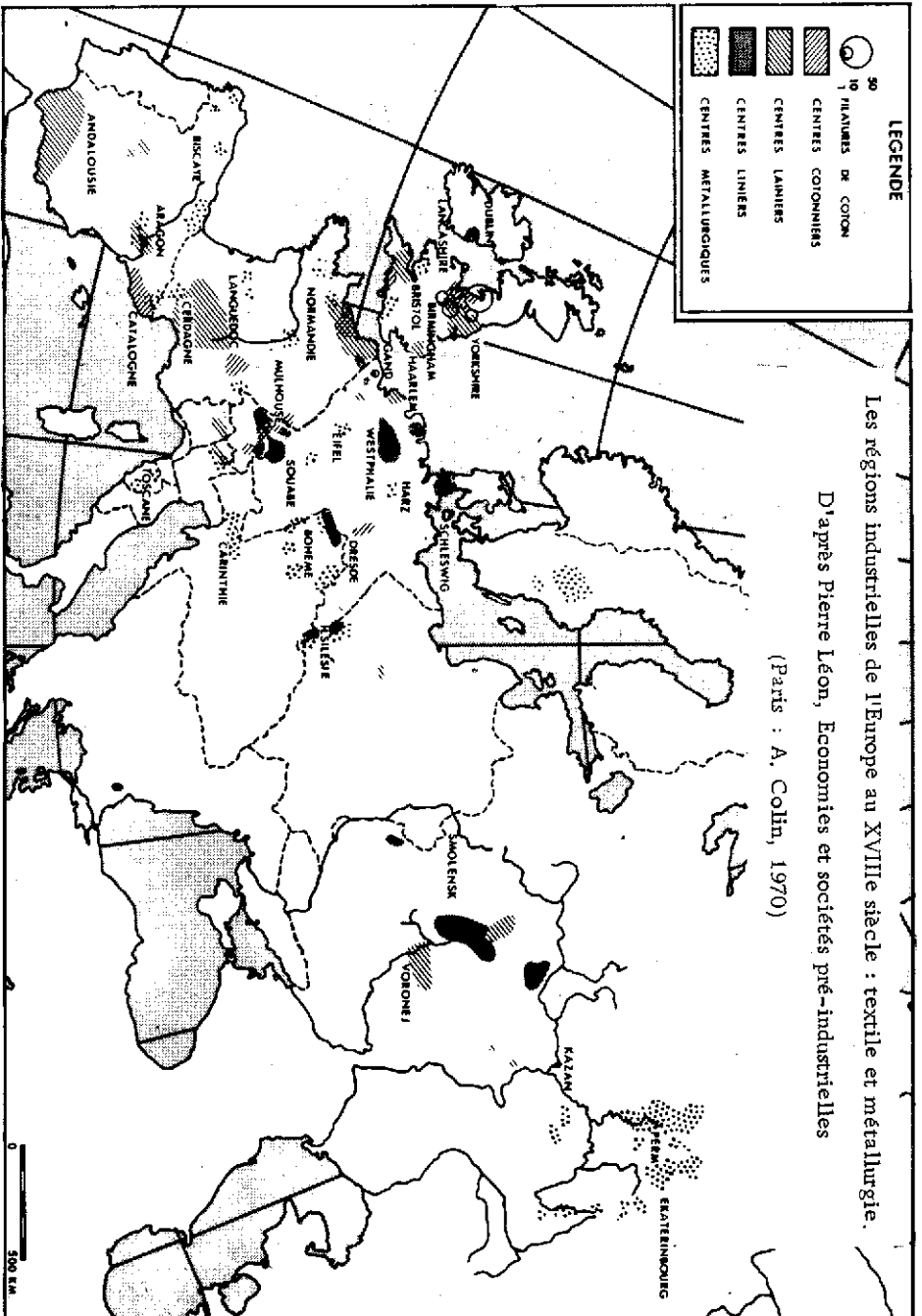
(2) La même objection peut d'ailleurs s'appliquer à l'adjectif "pré-industriel", comme l'a remarqué B. A. Holderness dans Pre-Industrial England. Economy and Society from 1500 to 1750 (Londres : J. M. Dent, 1976), pp. 224-225.

Dans les Flandres, on voit du côté belge un cas intermédiaire, où une industrie cotonnière et urbaine succéda à l'industrie linière des campagnes, mais sans être capable de fournir assez d'emplois et de revenus à une paysannerie appauvrie par son déclin (3). Du côté français, au contraire, l'ensemble Lille-Roubaix-Tourcoing dut faire appel à une main-d'œuvre étrangère (belge) au delà de celle que l'industrie rurale en déclin lui délivrait (4).

Il nous semble toutefois que, au prix de certaines précautions, cette objection de vocabulaire ne soit pas fondamentale. Au contraire, baptiser "proto-industrialisation" une phase historique dans une région qui n'eut jamais par la suite de grandes usines, met l'accent sur le caractère inattendu de cet "échec", rétrospectivement parlant : la Bretagne "aurait du" s'industrialiser, et c'est à juste titre que l'historien peut s'interroger sur ce non-événement. Pourtant, la perspective ouverte par le concept de proto-industrialisation n'aboutit pas à une téléologie, dans le sens où l'on considère parfois le capitalisme industriel moderne comme l'aboutissement normal, sinon inévitable, de toute l'évolution historique. Par contre, elle implique simplement que si un développement rapide et profond des industries rurales se produit dans une région (simultanément à des changements agricoles, rappelons-le), alors il est légitime de s'attendre à ce que l'industrie moderne succède à ce phénomène et de considérer la "désindustrialisation" comme un déraillement dont on pourrait en principe découvrir les causes par une recherche adéquate. En effet, on observe tout d'abord que toutes les régions d'Europe qui s'industrialisèrent au XIXe siècle passèrent préalablement par une longue phase d'industrialisation ru-

(3) Je diffère à ce sujet de Joël Mokyr, Industrialization in the Low Countries 1795-1850 (New Haven : Yale University Press, 1976), qui semble exagérer le "succès" en Flandre belge du passage de l'industrie rurale linière à l'industrie urbaine cotonnière au début du XIXe siècle.

(4) A ce sujet, voir la thèse inédite de Judith Reardon, défendue à l'Université du Maryland à College Park, 1977.



rale, sauf celles, exceptions qui confirment la règle, dont le décollage peut s'expliquer par la découverte de sources minérales ou énergétiques. Deuxièmement, il existe plusieurs mécanismes qui expliquent cette corrélation inter-temporelle : prospection, création, et développement des marchés pendant la période proto-industrielle ; accumulation du capital marchand, formation d'une classe d'entrepreneurs, croissance rapide de la population, formation d'une classe semi-prolétaire et déjà assujettie pour sa survie aux fluctuations de l'économie de marché, et croissance économique globale de la région (5).

Il convient toutefois de prendre certaines précautions afin de circonscrire le phénomène de "proto-industrialisation", faute de quoi il perd toute signification. Tout d'abord, la présence d'industries rurales remonte à la nuit des temps, puisqu'un certain degré de division du travail a toujours existé. Or si on peut déjà discerner des formes élémentaires de proto-industrialisation dans des temps très reculés, on cesse de reconnaître une phase distincte de développement économique, et on retombe au contraire dans une conception historique que le concept de proto-industrialisation cherchait précisément à corriger : la proto-industrialisation n'est plus alors qu'une lente évolution de l'économie (pourquoi ne pas l'appeler "pré-industrielle" ?), une phase pluri-séculaire que l'on peut séparer à juste titre de l'éco-

(5) Mendels, "Proto-industrialization", op. cit. On notera dans cette liste l'absence du phénomène de formation d'une main-d'œuvre spécialisée et qualifiée, car l'expérience montre que les premières fabriques étaient fort peu exigeantes en matière de qualité du travail, faisant même appel aux enfants. La main-d'œuvre hautement qualifiée que constituaient les ingénieurs et mécaniciens qui construisaient, installaient, ou réparaient les nouvelles machines était plutôt recrutée parmi les anciens horlogers que chez les anciens paysans-tisserands et autres travailleurs ruraux sans instruction. En effet les techniques que devaient maîtriser les anciens artisans ruraux étaient en général très rudimentaires (contrairement au cas des artisanats urbains de luxe ou de précision) et d'autre part on sait que c'est avec une répugnance extrême que les artisans ruraux s'enrôlaient dans la première génération des fabriques modernes.

nomie industrielle caractérisée par le machinisme et des taux de croissance élevés. Il est donc urgent de répondre aux critères posés aux historiens par Simon Kuznets dans sa critique de la théorie d'étapes de Rostow (6) :

"Toute succession d'étapes, même si on ne la présente que comme un modèle destiné à donner des indications et non des preuves, doit remplir quelques conditions élémentaires :

1. Une étape doit présenter des caractéristiques empiriquement mesurables et communes à toutes les unités qui connaissent (la phase en question) . . .
2. Les caractéristiques d'une étape doivent lui être propres : si elles ne le sont pas individuellement, elles doivent former une combinaison qui le sera. Il ne suffit pas qu'elles se succèdent (ou se précèdent) dans le temps, car la croissance s'effectue toujours dans la même direction . . .
3. Il faut indiquer clairement les relations analytiques qui existent entre une étape et l'étape précédente. Il ne faut pas se contenter de dire que l'étape précédente est une étape de préparation. Pour être plus précis, il faut indiquer les processus qui conduisent l'étape précédente à sa fin et permettent le déroulement de l'étape considérée.
4. La relation analytique avec l'étape suivante doit aussi être indiquée . . ."

Les relations logiques et empiriques entre la proto-industrialisation et la phase suivante, celle du machinisme, n'entrent pas dans le cadre de cet essai. Il s'agira ici d'observations sur les origines de la proto-industrialisation, c'est-à-dire sur les relations entre celle-ci et sa phase antérieure.

En cherchant à analyser les conditions favorables au développement des industries rurales en Europe avant la Révolution Industrielle, on s'aperçoit que les régions où étaient situées les industries paysannes n'étaient pas des régions homogènes. On est frappé qu'en Flandre, par exemple, il existe une division du pays en zone côtière et zone intérieure, et que les industries rurales se trouvent exclusivement dans la zone intérieure, alors que toute la bande côtière qui va de Dunkerque

(6) Simon Kuznets, "Notes sur le décollage", dans Croissance et structure économiques (Paris, Calmann-Levy, 1972), pp. 249-50.

à Anvers est purement agricole. D'autre part, toute l'organisation sociale, démographique, et agricole s'accorde à ce contraste (7). D'une part, on a en Flandre maritime une région dite "riche" avec de grandes fermes, des densités démographiques faibles, peu de paysans, mais de gros fermiers et beaucoup d'ouvriers agricoles. D'autre part, à l'intérieur, où se trouvent les industries, on a une région "pauvre" avec de petites fermes paysannes, une densité démographique parmi les plus élevées d'Europe, au Moyen Age tout comme au XIXe siècle. Il s'agit donc là d'une véritable dualité au sein d'une seule région politique, culturelle, linguistique, et économique. En effet, cette dualité, loin d'avoir divisé la région, semble l'avoir unifiée car elle fut un facteur d'échanges et de symbiose autant qu'une source de contrastes.

Des échanges économiques et humains importants s'étaient formés entre les deux pôles de la région flamande. La co-existence et la proximité de deux zones à caractère divergent eurent en effet pour conséquences une division inter-régionale du travail et des mouvements de facteurs de production dont les effets, à long terme, durent être bénéfiques. En effet, les zones de grandes fermes commerciales capitalistes fournissaient un surplus de denrées, qui pouvait trouver un débouché dans la zone voisine dont les paysans, trop nombreux sur des terres trop petites, avaient peine à survivre à la soudure annuelle. D'autre part, les zones de grandes fermes, à cause de leurs densités démographiques faibles et de la demande saisonnière de main-d'œuvre qui caractérise l'agriculture dans ce climat tempéré, avaient toujours besoin de main-d'œuvre supplémentaire à chaque été au moment de la moisson. C'est la zone des petites fermes paysannes qui fournissait cette main-d'œuvre saisonnière.

(7) Mendels, "Agriculture and Peasant Industry in Eighteenth-Century Flanders", in E. L. Jones et W. N. Parker, eds. European Peasants and Their Markets Essays in European Agrarian History (Princeton : Princeton University Press, 1975), pp. 179-204 et avant tout, Raoul Blanchard, La Flandre. Etude géographique de la plaine flamande en France, Belgique, et Hollande (Dunkerque, 1906)

Les gros fermiers bénéficiaient donc de la présence à leur porte d'un volant de main-d'œuvre sous-employée. Cette réserve étant proche, mais non au village même, elle était fort économique. En effet, si elle avait résidé au village même, elle aurait été désœuvrée en hiver, et il aurait donc fallu subventionner la table des pauvres pour lui permettre de survivre jusqu'à l'été suivant. Si par contre on avait du faire appel à une main-d'œuvre lointaine, celle qui descendait chaque été des montagnes d'Europe et des autres régions déshéritées pour travailler dans les plaines riches, on aurait perdu beaucoup de flexibilité, car il aurait fallu payer des salaires plus élevés, en concurrence avec d'autres régions également en disette de main-d'œuvre. Avec les moyens de transport de l'époque, cette transhumance de travailleurs était coûteuse, et les chefs de troupe étaient capables de s'attribuer des commissions qui augmentaient encore le coût de la main-d'œuvre. Ceci était également évité (8).

Par contre les zones de petites fermes ne pouvaient subvenir à leurs besoins que grâce à l'assurance d'un supplément estival qu'on pouvait rapporter chez soi, une fois la saison finie. Ce supplément s'ajoutait aux maigres revenus qu'on pouvait extraire d'une ferme d'habitude trop petite pour subvenir aux besoins d'une famille souvent trop nombreuse. D'autre part, les industries rurales fournissaient

(8) En particulier, voir Raphaël Samuel, ed. Village Life and Labour (Londres : Routledge & Kegan Paul, 1975) ; E. J. T. Collins, "Migrant Labour in British Agriculture in the Nineteenth Century", Economic History Review Vol. 29 (1976), pp. 38-59 ; Henry Clément, "Les Emigrants du centre de la France. I, Le départ et l'arrivée à Paris ; II, Le budget de l'émigrant ; III, Caractères et causes de l'émigration ; IV, conséquences de l'émigration ; V, Les remèdes contre l'émigration, dans La réforme sociale, Vol. 10 (1885), pp. 481-90, Vol. 11 (1886), pp. 200-207, 285-91, 354-61, 429-33 ; A. Corbin, "Migrations temporaires et société rurale au XIXe siècle : le cas du Limousin", Revue Historique, n° 500, Vol. 246 (1971), pp. 293-334. Abel Poitrineau, "Les migrations socio-professionnelles en France au XVIIIe siècle. Méthodes, problématiques et modèles", conférence présentée au Centre Interuniversitaire d'Etudes Européennes, Montréal, 1977, enregistrée sur cassettes.

aux mêmes paysans un appoint important pendant l'hiver. Ainsi l'industrie rurale contribuait à fixer une population dense là où l'agriculture avait besoin de main-d'œuvre.

On vit très bien les avantages économiques d'une telle symbiose et l'importance des industries rurales pour l'équilibre économique du secteur agricole quand les industries rurales disparurent au XIXe siècle, vaincues par l'offensive victorieuse du machinisme qui versait sur les marchés des produits moins chers ou plus attrayants que ceux que les artisans pouvaient produire chez eux. Alors, bien des fermiers durent faire face à une pénurie de main-d'œuvre et adopter des substituts sous forme de machines agricoles. D'autres, frappés par ailleurs par la baisse des prix agricoles consécutive au développement de l'agriculture du Nouveau Monde, émigrèrent à la ville (9).

Quant aux centres ruraux d'industrie, le déclin de leur base industrielle leur fut souvent fatal (10). Ainsi, on voit comment l'équilibre entre industrie et agriculture fonctionnait pendant la phase de proto-industrialisation. La co-existence de petites et de grandes fermes au sein d'une même région a permis une interaction dont les conséquences étaient bénéfiques pour le développement économique. Les avantages d'une telle co-existence au sein de la même région furent d'autant plus grands avant la Révolution Industrielle qu'en l'absence de réfrigération et de transports rapides, les produits alimentaires ne pouvaient pas se transporter à distan-

(9) Voir E. J. T. Collins, "Labour Supply and Demand in European Agriculture, 1800-1880", dans E. L. Jones et S. J. Woolf, eds. Agrarian Change and Economic Development. The Historical Problems (London : Methuen, 1969), pp. 61-94.

(10) Philippe Pinchemel, Structures sociales et dépopulation rurale dans les campagnes picardes de 1836 à 1936 (Paris : Armand Colin, 1957) ; John Saville, Rural Depopulation in England Wales 1851-1951 (London : Routledge & Kegan Paul, 1956)

ce aussi facilement qu'aujourd'hui. De plus, les octrois et les douanes s'ajoutaient encore aux obstacles naturels au transport, et les populations elles-mêmes contribuaient aux difficultés des échanges en s'ameutant contre les accapareurs et autres commerçants qui tentaient d'expédier les denrées alimentaires des marchés où elles étaient abondantes et peu coûteuses vers les marchés où elles étaient dispendieuses (11).

Cet équilibre entre agriculture et industrie est donc fondamental. Tout d'abord il permet de comprendre pourquoi et comment des périodes antérieures de développement des industries rurales, par exemple dans l'Angleterre du XIII^e siècle, se distinguent de la proto-industrialisation proprement dite. Comme ce fut le cas au XVIII^e siècle, là où les industries rurales se développèrent à des époques antérieures, elles permirent à la population de survivre et de s'accroître (12). Mais cette croissance démographique et industrielle était destinée à avorter, si les revenus artisanaux d'une population croissante ne pouvaient pas s'échanger contre des produits alimentaires de subsistance à un prix raisonnable. Or ce qui se produisit dans toutes les phases précédentes du développement industriel rural, ce fut une croissance qui permit jusqu'à un certain point de repousser la menace malthusienne, mais au prix d'une détérioration progressive des termes de l'échange entre produits artisanaux et produits alimentaires, car les prix des denrées augmentaient plus vite que les prix industriels. Il en résultait un appauvrissement des masses au milieu d'une croissance économique, jusqu'au jour où une épidémie décimait la population rendue vulnérable par la pénurie alimentaire. Ainsi la peste noire du XIV^e siècle frappa une société européenne qui était passée par une longue période de croissance démographique et industrielle, tandis que les termes de l'échange entre

(11) Louise Tilly, "La révolte frumentaire, forme de conflit politique en France", Annales E. S. C., Vol. 27 (1972), pp. 731-57.

(12) H.E. Hallam, "Some Thirteenth-Century Censuses", Economic History Review, Vol. 10 (1958), pp. 340-61.

industrie et agriculture se déplaçaient aux dépens de la première (13). On note que les Pays-Bas du nord et du sud furent presque épargnés par cette épidémie, or cette région était justement à la pointe du progrès agricole, connaissant déjà, dès cette époque, des techniques qui ne furent adoptées en Angleterre qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles, au moment de sa "Révolution Agricole" (14). Partout ailleurs en Europe, le premier grand cycle de développement démographique et de croissance des industries rurales fut violemment interrompu au XIV^e siècle.

De même, l'essor de la population et des industries au XVI^e siècle aboutit au ralentissement de la "crise du XVII^e siècle", une crise atténuée par rapport à celle de la fin du Moyen Age, mais précédée par des mouvements comparables dans les termes de l'échange entre prix industriels et prix agricoles (15). Sans doute la crise du XVII^e siècle aurait été plus profonde encore sans les progrès des transports maritimes qui permirent alors l'opération d'un système de vases communicants impossible lors de la crise précédente. En effet les régions densément peuplées de l'Europe occidentale pouvaient désormais importer des quantités considérables de blés des régions orientales par les ports de la Baltique et par Amsterdam. A ceci s'ajoute aussi l'effet de certains progrès agricoles qui commencèrent à apparaître dès le XVI^e siècle en Europe occidentale (16).

(13) J. Z. Titow, English Rural Society 1200-1350 (Londres : George Allen & Unwin, 1969), pp. 100-102.

(14) H. van Werveke, De Zwarte dood in de zuidelijke Nederlanden (1349-1351) Bruxelles : Vlaamse Academie van België, 1950) ; A. Verhulst, "L'économie rurale de la Flandre et la dépression économique du bas Moyen Age", Etudes rurales n° 9 (1963), pp. 68-80

(15) E. H. Phelps-Brown and Sheila V. Hopkins, "Wage-Rates and Prices : Evidence for Population Pressure in the Sixteenth Century", Economica Vol. 24 (1957), pp. 289-306.

(16) Ralph Davis, The Rise of the Atlantic Economies (Ithaca : Cornell University Press, 1973), pp. 108-25.

Quand un nouveau cycle de croissance démographique et industrielle rurale s'engagea au XVIII^e siècle dans de nombreuses régions européennes, on aurait pu s'attendre à une répétition des crises qui suivirent les croissances séculaires des cycles passés. Cependant, un changement fondamental s'était produit entre temps dans plusieurs régions, notamment anglaises. Tout un ensemble d'innovations agricoles permirent cette fois à la population et l'industrie de s'engager dans une action réciproque et dynamique de croissance sans qu'une crise malthusienne ne s'ensuive. Au contraire, les crises de subsistance disparurent dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle (17). Néanmoins, on note que les termes de l'échange, cette fois encore, prirent leur direction habituelle, ce qui pourrait indiquer que l'atténuation des crises de mortalité ait plus été une conséquence des progrès dans les moyens de transports, de la construction de routes et de canaux, et de l'abolition des péages à l'intérieur des états que simplement de l'augmentation de la productivité agricole (18). Finalement, la croissance d'un marché extra-européen pour les produits manufacturés ajouta des débouchés supplémentaires. On pourrait analyser ici comment et pourquoi la révolution industrielle prit le relais mais ce sujet sort du cadre que nous nous sommes fixés pour cet essai.

Puisqu'il semble maintenant essentiel de mettre l'accent sur l'équilibre entre agriculture et industrie et sur les bifurcations régionales qu'on observe en Europe entre ces deux secteurs pendant la phase proto-industrielle, il convient ici d'essayer de comprendre les origines de cette bifurcation. On peut s'inspirer du cas anglais, car les historiens de ce pays nous ont laissé des études de grande valeur. Eric Jones a décrit "la division du pays en régions produisant des surplus céréaliers et en

(17) Karl F. Helleiner, "The Population of Europe from the Black Death to the Eve or the Vital Revolution", Cambridge Economic History of Europe Vol. 4 (1967), pp. 1-95

(18) Wilhelm Abel, Massenarmut und Hungerkrisen im vorindustriellen Deutschland (Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 1972), p. 33 ; G. Arbello, "Les routes en France au XVIII^e siècle," Annales E. S. C., Vol. 28 (1973), pp. 765-91.

régions pastorales et d'industrie rurale, selon le principe de l'avantage comparé" (19). Il a aussi démontré l'existence d'un processus de changement dans la distribution inter-régionale des avantages comparés pendant la période 1650-1750. C'est l'Angleterre du sud qui adopta la première les cultures fourragères de la révolution agricole ; c'est au nord et à l'ouest qu'on vit par contre les industries rurales s'étendre. Mais, plus précisément, "le développement des pâturages dans certains villages des Midlands créa un surplus de main d'œuvre rurale, et toute la population fut expulsée des paroisses "fermées" et poussée vers les paroisses "ouvertes" où il était possible de s'établir dans le tricotage. Aucun signe de développement semblable dans les zones arables des Downs du Wiltshire, des terres sablonneuses du Suffolk, ou des Wolds du Lincolnshire, bien que ces zones fussent très proches des zones industrialisées" (20).

Joan Thirsk aussi avait observé ce même contraste entre les villages où il était difficile de s'établir, parce que la structure manoriale y était forte, et les autres où, au contraire, une famille démunie pouvait facilement immigrer, construire une petite cabane près du terrain communal, et s'établir sans qu'on les délogeât. C'est dans ces villages "ouverts" que l'industrie s'établissait alors, car la population sans terres pouvait s'y concentrer (21). Il suffisait alors qu'un marchand réalise ce potentiel de main d'œuvre, qu'un marché urbain ne soit pas trop loin, et qu'une demande de produits artisanaux existe pour que ces "squatters" se mettent au métier et au rouet.

On voit donc toute l'importance de ce contraste entre villages ouverts et

(19) Eric L. Jones, "The Agricultural Origins of Industry", Past & Present n° 40 (1968), p. 61.

(20) Ibid., p. 63

(21) Joan Thirsk, "Industries in the Countryside", in F. J. Fisher, ed. Essays in the Economic and Social History of Tudor and Stuart England, pp. 70-88.

villages fermés. La terminologie provient d'Angleterre, de l'époque des commissions d'enquête sur les lois des pauvres (22), mais elle est loin de s'appliquer à l'Angleterre seule. Là comme ailleurs, il existait des villages où les seigneurs interdisaient la construction de nouvelles chaumières, s'ils ne détruisaient pas celles qu'on avait déjà construites. D'autres villages se caractérisaient au contraire par le libéralisme des pouvoirs. Il était aisé d'y construire une cabane, voire même une chaumière. Dans ce cas-là, on assistait rapidement à un afflux de pauvres et de sans-terres qui s'installaient là où ils le pouvaient. Les loyers des terres en étaient augmentés, ce qui plaisait aux propriétaires, mais par contre de nombreux immigrants, attirés au village par son caractère ouvert, étaient déçus de ne pas y trouver la subsistance escomptée et tombaient dans les rangs des nécessiteux. En Angleterre, les mêmes propriétaires voyaient alors leurs contributions augmenter, car la loi des pauvres imposait aux riches de chaque paroisse l'obligation de subvenir aux besoins des pauvres. En France, les aumônes étaient entièrement facultatives, c'est-à-dire que l'obligation d'aider les pauvres était morale au lieu d'être légale (23).

Des historiens-géographes anglais, tels que Mills et Holderness, ont étudié de près ces villages ouverts et fermés, et ils ont observé les mouvements journaliers ou saisonniers des travailleurs (24). Les villages fermés souffraient souvent

(22) B. A. Holderness, "Open" and "Close" Parishes in England in the Eighteenth and Nineteenth Centuries". Agricultural History Review, Vol. 22 (1972), pp. 126-39.

(23) Olwen Hufton, "Begging, Vagrancy, Vagabondage and the Law : an Aspect of the Problem of Poverty in Eighteenth-Century France", European Studies Review, Vol. 2 (1972), pp. 97-123.

(24) Dennis R. Mills, ed., English Rural Communities. The Impact of a Specialized Economy (Londres : Macmillan, 1973) ; Mills, in Open University, New Trends in Geography, IV, Political, Historical, and Regional Geography, pp. 58-78 ; Mills, "English Villages in the Eighteenth and Nineteenth Centuries : A Sociological Approach", Amateur Historian, Vol. 6 (1965), pp. 271-78 ; Mills, "A Social and Demographic Study of Melbourn, Cambridgeshire, c. 1840", Archives, Vol. 12 (1976), pp. 115-120 ; Alan Rogers, Stability and Change. Some Aspects of North and South Rauceby in the Nineteenth Century (Nottingham : Department of Adult Education, University of Nottingham, 1970).

de pénurie de main-d'œuvre, et ce sont les villages voisins ouverts qui la leur fournissaient. Holderness a aussi observé les contrastes entre la croissance démographique rapide et la petite dimension des fermes des villages ouverts d'une part, et la croissance lente et la grande dimension des fermes dans les villages fermés de l'autre (25). Pour Mills et Holderness, l'origine d'une structure fermée se trouve dans la répartition des terres et du pouvoir : dans un village où un seigneur possédait une grande partie des terres, il pouvait en disposer à sa guise, et c'est pour s'épargner le coût d'une population d'indigents qu'il chassait les immigrants ou en interdisait leur entrée. Ceci résultait de la loi élizabéthaine sur les pauvres, selon laquelle chaque paroisse était responsable de ses propres indigents, et l'établissement ou l'installation dans un village équivalait pour un individu à une garantie de soutien s'il tombait plus tard dans l'indigence. Plus la terre était concentrée dans les mains d'un seul, et plus il était facile à ce magnat d'écarter les pauvres. Au contraire, quand la terre était répartie entre de nombreux propriétaires, il était beaucoup plus difficile à ceux-ci de s'accorder pour suivre une politique commune et en même temps plus facile pour un étranger d'acquérir une parcelle (26).

On retrouve ainsi un argument parallèle à celui que Jacques Dupâquier présenta il y a quelques années dans ce Bulletin (27) :

"Le nombre des ménages ne peut augmenter que dans la mesure où la classe dirigeante le permet . . . Tout dépend de la volonté du seigneur : s'il estime de sa dignité et de son intérêt d'accroître le nombre de ses sujets, il peut concéder des terres à nouveau cens. Au contraire s'il répugne au changement ou s'il préfère le système des grandes fermes, il peut refuser l'établissement de familles supplémentaires. Ainsi l'une des fonctions des classes

(26) Ibid.

(27) J. Dupâquier, "Réflexions d'un historien sur les problèmes de la répartition géographique du peuplement et ses variations", Bulletin du Centre d'Histoire économique et sociale de la région lyonnaise, n° 2 (1973), pp. 6-7.

dirigeantes est de déterminer le nombre des ménages et par conséquent le niveau de la population. En dernière analyse, leur attitude dépend de la réponse qu'elles feront à la question : vaut-il mieux disposer de plus d'hommes ou de plus d'argent ?"

En effet, on ne peut pas dire que les seigneurs faisaient toujours leur possible pour s'opposer à la croissance de la population des villages. Dans les montagnes de Bohême et de Silésie, où une importante industrie rurale s'était développée au XVIIIe siècle, c'était avec les encouragements des pouvoirs locaux, qui voyaient dans ces industries rurales une source fiscale supplémentaire (28). Il faut aussi noter que les pouvoirs au village n'étaient pas toujours effectivement détenus par un seigneur. Il existait maints villages où la communauté des paysans les plus aisés pouvait régler l'immigration et déterminer ainsi le sort réservé aux immigrants. Dans ce cas, le caractère ouvert ou fermé d'une paroisse dépendait au moins en partie de la coutume successorale qu'on y suivait. Parfois cette coutume elle-même avait été introduite par une cour seigneuriale, mais parfois elle représentait le choix d'une communauté villageoise, et pouvait même aller à l'encontre des préférences seigneuriales. Ainsi dans le Waldviertel en Basse-Autriche, Lutz Berkner a montré que le régime successoral favorisait la division entre héritiers et donc la fragmentation des terres, mais les pouvoirs locaux très puissants dans cette région empêchaient l'application de cette coutume au XVIIIe siècle, si bien que la terre n'était pas en fait divisée (29). Par contre, dans la France du XIXe siècle, après la Révolution, le pouvoir central parisien avait stipulé dans le Code Civil imposé à toutes les parties du pays que l'égalité entre héritiers fût pratiquée. Toutefois, de nombreux pay-

(28) Herbert Kisch, "The Textile Industries in Silesia and the Rhineland", Journal of Economic History, Vol. 19 (1959), pp. 541-69.

(29) Lutz Berkner, "Family, Social Structure and Rural Industry : A Comparative Study of the Waldviertel and the Pays de Caux in the Eighteenth Century", thèse inédite, Harvard University, 1973.

sans, avec l'aide de leurs notaires, s'arrangèrent pour éviter la division en trouvant des moyens de contourner la loi. Ainsi par exemple dans les villages des Hautes-Pyrénées et au Pays Basque on continua à pratiquer le droit d'aînesse le plus absolu jusqu'au XXe siècle (30). Ainsi, une corrélation qui semble s'appliquer à l'Angleterre entre pouvoir fort et primogéniture n'est pas nécessairement valable au niveau comparatif. On ne peut pas présumer que les paysans veuillent toujours diviser leurs terres et les seigneurs les en empêcher.

Le mécanisme qui détermine la création de contrastes entre villages ouverts où la terre était divisée et de villages fermés où elle restait indivise ne se révèle pas sous nos yeux de façon évidente par une lecture des études déjà publiées. Il faudra parfois remonter à des causes très anciennes. Ainsi les deux villages voisins du Tyrol du Sud, étudiés par Eric Wolf et John Cole, eurent deux systèmes d'héritage diamétralement opposés et deux systèmes d'organisation sociale et familiale divergents. Le village de St Félix, de langue alémanique et dont les traditions culturelles appartiennent à la zone germanique, pratiquait le droit d'aînesse. Le village voisin de Tret, par contre, appartient à la zone romande, et la division entre héritiers y fut de règle pendant longtemps, bien qu'au XXe siècle, les deux villages convergèrent à cause de certaines contraintes économiques et démographiques. Quelle était là l'origine de la bifurcation ? Elle remonte probablement aux traditions en existence aux temps des premiers cultivateurs de ces terres marginales. Si ces immigrants provenaient d'une région germanique de droit d'aînesse, c'est ce système qu'ils importèrent avec eux. S'ils venaient d'une région de tradition éga-

(30) P. Bourdieu, "Célibat et condition paysanne", *Etudes rurales*, n° 5-6 (1962), pp. 32-135 ; pour ces questions, voir aussi Lutz Berkner et F. Mendels, "Inheritance Systems, Family Structure, and Demographic Patterns in Western Europe (1700-1900)", in Charles Tilly, ed. *Historical Studies of Fertility* (Princeton : Princeton University Press, 1978) et Mendels, "La composition du ménage paysan en France au XIXe siècle : une approche économique", à paraître dans *Annales E.S.C.*, 1978.

litaire, c'est ce système-là qui s'introduisit (31).

Donc les circonstances de la première colonisation purent jouer un rôle dans la genèse de la bifurcation entre zones. D'autre part les hasards des invasions étrangères purent apporter l'imposition d'un système nouveau par la suite. Ainsi, selon l'étude de Jacques Poumarède concernant les contrastes entre systèmes successoraux dans le sud-ouest de la France, le droit anglo-normand et les principes d'un droit d'aînesse fort furent importés par les Plantagenets dans une politique de féodalisation et de préservation des fiefs. Sous l'impulsion de l'administration ducal ces principes passèrent vers la fin du XIII^e siècle dans la rédaction des premiers coutumiers. A l'est des Pyrénées, par contre, lorsque l'Agenais, la Gascogne orientale, et le Comté de Toulouse passèrent aux mains des rois de France, leurs agents réussirent à introduire les règles romaines (32).

On peut donc penser que, bien qu'il n'existe pas de règle générale simple qui puisse nous expliquer quand, comment, et pourquoi une bifurcation a pu se créer, une recherche détaillée d'histoire locale puisse permettre de découvrir la clé.

Selon l'argument présenté dans cet essai, une importance considérable doit être attribuée à la divergence écologique entre zones situées dans une région. Les industries rurales sont associées à un peuplement dense facilité par la structure agraire et sociale qui favorise une "involution agricole" (33), tandis qu'un équilibre

(31) John Cole et Eric Wolf, The Hidden Frontier. Ecology and Ethnicity in an Alpine Valley (New York : Academic Press, 1974)

(32) Jacques Poumarède, Les successions dans le sud-ouest de la France au Moyen Age (Paris : Presses Universitaires de France, 1972).

(33) Clifford Geertz, Agricultural Involution. The Process of Ecological Change in Indonesia (Berkeley : University of California Press, 1963).

régional peut se constituer si une zone contiguë possède une structure agraire et sociale complémentaire qui favorise un peuplement clairsemé, protège l'agriculture des méfaits du morcellement, et bénéficie du volant de main-d'œuvre que constitue la population sous-employée des villages voisins. Si ce modèle peut s'appliquer à un certain nombre de régions européennes, il est intéressant d'observer qu'il ne s'applique pas aussi facilement dans les régions viticoles.

Si les céréales occupaient une place privilégiée dans l'agriculture de toute l'Europe, une place à part était réservée à la culture de la vigne dans certaines régions, particulièrement sur le pourtour de la Méditerranée. Or, comme l'a bien vu Roger Dion (34),

"la viticulture de qualité, celle qui est capable de donner lieu à un commerce d'exportation, soutenait encore l'Etat en créant des foyers de population dense. Comparativement à la culture des céréales, elle concentre l'effort d'un plus grand nombre de bras sur des surfaces moindres. Elle les occupe aussi plus constamment. Les saisons mortes sont beaucoup plus marquées pour le cultivateur que pour le viticulteur qui cherche à obtenir des produits méritant l'exportation lointaine. Et cette différence était plus sensible encore avant le XIXe siècle, alors que, dans les campagnes céréalères, le travail de la terre, réglé suivant le rythme de l'assolement triennal avec jachères, ne réclamait d'appoint de main-d'œuvre que par intervalles, et laissait inoccupés, pendant une bonne partie de l'année, des gens qu'on pouvait songer employer à d'autres besognes, par exemple au tissage à domicile. Colbert donnait ce conseil à l'un de ses agents qui cherchait les moyens de répandre l'industrie textile parmi les campagnes bourguignonnes : "Dans ces sortes d'établissements il faut observer qu'entre deux villes dont le terrain seroit également propre pour ce que l'on veut y établir et l'une seroit pays de vignobles et l'autre non, il faut toujours prendre celle qui n'a point de vignoble, les vins estant un très grand empeschement au travail". C'est qu'en effet les travaux de la vigne et du vin rendaient au peuple rural les mêmes services qu'une manufacture, au sens où ce mot s'entendait alors".

(34) Roger Dion, Le vin et la vigne en France, des origines au XIXe siècle (Paris,

Des cartes et des études plus récentes confirment ces observations. Ainsi une confrontation de la carte du textile établie pour le Beauvaisis par P. Coubert avec celle de la limite septentrionale du vin que nous a fournie R. Dion, montre bien que ces deux occupations sont alternatives, et non pas complémentaires (35). On voit la même relation dans les cartes de Charles Tilly sur la Vendée (36). D'autre part, Jacques Dupâquier observe que dans l'Ile de France, "dans le pays du vignoble la petite propriété paysanne est réellement dominante. Elle est cinq fois plus importante qu'en pays de culture" (37).

L'écologie humaine en pays vinicole était donc fort différente de celle qu'on trouvait en pays céréalier et l'opposition entre villages ouverts à population dense et villages fermés à population éparsée ne pouvait pas avoir la même signification, car en pays vinicole, un morcellement très poussé de la terre n'appelait pas nécessairement des occupations secondaires dans l'industrie. Au contraire, la viticulture employait les occupants de la terre durant toute l'année. On voyait alors parfois l'industrie rurale se développer dans ces contrées dans les régions les moins densément peuplées, ce qui était l'inverse du cas des pays céréaliers.

Circonscrire ainsi l'aire d'application des généralisations présentées plus haut nous offre donc l'occasion de confirmer une intuition présentée il y a déjà quelques années par Barrington Moore. Voulant expliquer les grands contrastes entre le développement économique de la France et celui de l'Angleterre, il écrivait que "la viticulture ne peut pas former la base d'une industrie textile, contrairement à l'élevage du mouton. Elle ne peut pas non plus nourrir une population urbaine aussi

(35) Dion, *Ibid.* Pierre Coubert, Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730 (Paris : SEVPEN, 1960), Atlas, pp. 33-34

(36) Charles Tilly, The Vendée (Cambridge : Harvard University Press, 1964), pp. 117, 138

(37) Jacques Dupâquier et Jean Jacquart, "Les rapports sociaux dans les campagnes françaises au XVIII^e siècle. Quelques exemples", in D. Roche, ed. Ordres et classes. Colloque d'histoire sociale. St-Cloud 24-25 mai 1967 (Paris : Mouton, 1973) p. 171.

bien que ne le fait la culture du blé... La viticulture en France n'a pas produit en France le genre de changements agraires, tels que les "enclosures" massives, qui furent en Angleterre la conséquence d'une agriculture commerciale"(38).

Dans le cas présent, étant donné que l'approche que nous utilisons est celle d'une histoire comparée des régions, non pas des nations, on notera seulement que la révolution industrielle et le "factory system" arrivèrent en Europe en commençant par le nord-ouest, et que les pays méditerranéens et particulièrement leurs régions vinicoles furent parmi les derniers à s'industrialiser. Si les limites de notre "pattern" esquissent en même temps la chronologie de l'industrialisation, cela ne peut qu'ajouter à la valeur cognitive de notre hypothèse.

(38) Barrington Moore, Jr., Social Origins of Dictatorship and Democracy. Lord and Peasant in the Making of the Modern World (Boston : Beacon Press, 1966), pp. 47-48 Traduction française : éditions Maspéro.

DISCUSSION

M. Garden après avoir remercié et félicité M. Mendels, en particulier pour l'audace de ses hypothèses, s'interroge sur des exemples français qui peuvent différer du cas flamand : si, en Beaujolais, l'industrie textile s'épanouit bien dans un contexte de forte densité, il en va tout autrement en Languedoc et dans l'Alsace méridionale. Ce qui reste essentiel et peut s'observer dans la plupart des cas, c'est l'équilibre entre la population et les ressources et le pouvoir local y veille soigneusement. Cet équilibre nécessaire était-il partout aussi conscient aux yeux des communautés rurales que dans le Vexin français étudié par J. Dupâquier ? M. Mendels pense qu'il existe une corrélation positive entre densité du peuplement et densité des industries rurales. Toutefois, cette corrélation est "partielle". C'est-à-dire, que d'autres influences peuvent venir nuancer cette relation ou parfois même prendre le dessus. Il faut tenir compte de la qualité des sols, du climat, du type d'agriculture, du niveau d'urbanisation, car une densité qui paraîtrait faible dans un milieu serait élevée dans un autre. La corrélation en question est donc valable au niveau local, à l'intérieur de chaque région. Par contre, elle disparaît quand on élargit le champ d'observation à l'Europe, ou même seulement à la France entière, car les autres variables commencent alors à contrecarrer l'effet "pur" de l'industrialisation rurale. M. Bideau sollicite une définition du village "fermé" et du village "ouvert". Pour M. Mendels, elle est claire dans le cas britannique : depuis que la loi met les pauvres à la charge de la communauté et surtout du seigneur, ce dernier limite et contrôle le nombre des foyers, lorsque son pouvoir local est étendu et assuré par la domination foncière.

En prenant l'exemple du Velay entre 1750 et 1850, M. Merley ne voit pas de lien privilégié entre la protoindustrialisation rurale et la charge démographique. L'augmentation de la population n'entraîne aucune fragmentation de la propriété : on vit ensemble sur le domaine, dans une différenciation accrue des tâches

et l'émigration définitive vers les zones industrielles est contenue jusqu'au deuxième tiers du XIXe siècle. M. Mendels répond que si, justement, l'émigration définitive est contenue jusqu'au deuxième tiers du XIXe siècle, cela ne suggère-t-il pas que l'industrie rurale ait permis de continuer à vivre ensemble sur le domaine ? Selon la pratique successorale, dans la majorité des cas la prolifération des industries rurales s'est accompagnée d'une croissance démographique accompagnée de morcellement. Dans d'autres, plus rares, elle a pris place sans morcellement ; c'est la dimension des familles qui augmentait, au lieu de leur nombre. M. Garrier pense que cette structure démo-économique est celle de toute une France des montagnes : le Béarn, le Rouergue, le Limousin, jusqu'aux années 1870, au moins. Mais il faut prendre garde que la forte densité rurale peut ne pas être un facteur de protoindustrialisation, mais déjà la conséquence d'un changement d'activité qui répondait à la sollicitation d'un marché régional ou à l'initiative individuelle d'un manufacturier ou d'un intendant. Pour M. Mendels il faut en général considérer que la causalité est mutuelle, donc qu'elle va dans les deux sens. Toutefois, quand on descend au niveau du cas particulier, on peut parfois par la recherche briser ce cercle et découvrir un facteur autonome. Dans le cas flamand, qu'il connaît le mieux, M. Mendels n'a pas découvert la solution du problème, car déjà au Moyen Age, cette région avait une densité démographique parmi les plus élevées. Dans d'autres cas, par contre, par exemple où l'industrie rurale est introduite plus récemment par l'action d'un individu ou du gouvernement, comme ce fut le cas en Irlande, on peut plus facilement analyser les relations de cause à effet. La pression des ressources est de toutes façons permanente : ainsi en Franche Comté, à la fin du XVIIe siècle, le démarrage de l'industrie rurale a accompagné des crises de subsistances.

M. Ponsot voudrait savoir si la thèse de M. Mendels peut s'appliquer aussi aux contrastes régionaux à l'intérieur d'un plus vaste ensemble : ainsi, dans l'Espagne des XVIe et XVIIe siècles, la Catalogne industrialisée s'oppose à la Cas-

tille. M. Mendels le croit, mais les travaux qu'il a utilisés se sont, jusqu'alors limités à des régions plus petites et à leurs dualismes économiques.

M. Merley s'intéresse aux facteurs juridiques dont l'effet peut-être très complexe. Ainsi en Brivadois, où les paroisses de droit coutumier et de droit écrit s'imbriquent de façon inextricable et où des modifications locales dans les pratiques successorales sont intervenues après le Code Civil : le canton de Blesle a refusé alors le partage successoral qu'il pratiquait au XVIIIe siècle. Sur un tout autre plan il y a un facteur géographique qui peut favoriser la protoindustrialisation lorsque celle-ci utilise la force motrice : en plaine, il faut être propriétaire de très longs biefs pour aménager une chute ; en montagne, les moulins et les martinets peuvent se succéder au long d'un ruisseau à forte pente.

M. Garrier revient sur la distinction entre village ouvert et village fermé, très féconde, à condition de ne pas la schématiser, ni dans le temps, où des renversements d'attitude peuvent se succéder, ni même dans l'espace, car deux groupes aux comportements différents peuvent cohabiter sur un même terroir ("gens du finage et gens des bois") : dans ce dernier cas, l'accueil des nouveaux venus est source de conflits qui se politisent et se municipalisent, à l'exemple actuel de la Corse, de la Provence intérieure ou des Cévennes. M. Mendels fait observer que des tensions analogues se manifestent aussi sur la cote Ouest des Etats-Unis. D'une manière générale, il est exact que deux groupes aux comportements différents pouvaient cohabiter sur un même terroir. Cette situation devait même être assez courante, car bien des villages avaient leurs "habitations de rejet", ou leurs "outfields". Ce qui semble crucial pour son point de vue, cependant, c'est l'existence d'une communauté ou paroisse dans laquelle les paysans fortunés sont moralement ou légalement dans l'obligation de secourir les pauvres, alors qu'une telle obligation n'est pas aussi claire vis à vis des pauvres des villages voisins. Ainsi, pour un village donné, l'existence d'une population pauvre et sous-employée dans un village voisin constitue une sorte d'externalité que les employeurs peuvent "internaliser",

c'est-à-dire dont ils peuvent profiter. Par contre, il est impossible de bénéficier ainsi de la misère d'une partie de la population dans la mesure où celle-ci réside à l'intérieur du territoire où s'exerce la charité. En effet, dans ce cas, ce que les employeurs gagnent d'une part en ne payant que des salaires modiques, ils le perdent de l'autre en subvenant aux besoins des nécessiteux, donc le gain est pratiquement nul.

Une dernière question de M. Garden ramène à la démographie. M. Mendels a pu constater de très vigoureux contrastes démographiques (mariages plus précoces, intervalles réduits) entre la Flandre intérieure ouverte à la protoindustrialisation et la Flandre cotière plus repliée sur ses domaines agricoles.

* * *

Exposé de soutenance de
Thèse de Doctorat d'Etat
soutenu à l'Université Lyon II par

Madame Jacqueline BOUCHER

Le 22 Octobre 1977

Composition du Jury :

Président : M. M. FRANCOIS, Directeur honoraire de l'Ecole des Chartres,

Rapporteur : M. R. GASCON, Université Lyon II

MM. A. CORVISIER (Rouen)

G. LIVET (Strasbourg)

J. P. GUTTON (Lyon II)

Cette thèse a obtenu la mention "très honorable" à l'unanimité.